



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 23/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GIMM Sarl**

33 chemin Moenchberg  
68140 Munster

Références : 0006702081\_2025\_01\_16\_GIMM\_VIIC échéances  
Code AIOT : 0006702081

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement GIMM Sarl implanté 4 rue Curie 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 13 décembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Suivi des échéances:**

- Contrôle des plans d'action mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite du 21 juin 2024 (Action régionale 2024 - Risque incendie dans les entrepôts) ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 9 août 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIMM Sarl
- 4 rue Curie 68000 Colmar

- Code AIOT : 0006702081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIMM est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles, sur la commune de Colmar.

Au titre des ICPE, l'exploitant, sur son site de Colmar est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 000356 du 10 février 2000.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Suivi des échéances
- Référentiels utilisés :
  - Arrêté du 09 août 2024 portant mise en demeure à la société GIMM.
  - Arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	État des stocks simplifié	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 3	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 21 juin 2024, qui ont conduit à une mise en demeure par arrêté.

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de 3 mois,</b> l'exploitant respecte les dispositions suivantes, du point 1.4 l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>«État des matières stockées»</p> <p>«L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p>

1. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

[...] Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

[...] »

### **Constats :**

Lors du contrôle initial en date du 21 juin 2024, l'Inspection avait constaté l'incomplétude concernant les exigences sur la qualité de l'état des matières stockées, notamment :

- l'identification claire des zones de stockage,
- l'absence des grandes familles de produits ou matières, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie pour les matières non dangereuses,
- l'identification claire des produits ou matières dangereuses stockées sur le site ainsi que l'absence des mentions de dangers associées,
- l'absence d'élément permettant de justifier une mise à jour quotidienne de l'état des matières stockées, en ce qui concerne les produits ou matières dangereuses.

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a présenté à l'Inspection les extractions dématérialisées des états des matières stockées, relatifs aux quatre sociétés tierces (locataires des locaux administrativement exploités par la société GIMM) implantées sur le site de Colmar.

À la suite d'une analyse conjointe de ces documents avec l'exploitant, il a été constaté, concernant les matières non dangereuses, que ces états permettent désormais de mettre en évidence les typologies de dangers associées aux produits ou matières stockées dans chaque cellule de l'entrepôt.

En ce qui concerne les produits dangereux entreposés dans une cellule louée, il a été constaté que l'état des stocks appartenant au locataire concerné permet désormais d'identifier précisément ces produits et fait dorénavant apparaître les typologies et mentions de dangers associées.

Par ailleurs, l'exploitant a annexé à chaque état des matières stockées (sous format dématérialisé) un plan général de l'entrepôt, indiquant les cellules utilisées par chaque locataire, afin de faciliter l'identification des espaces de stockage.

Concernant la dernière non-conformité susmentionnée, l'exploitant a transmis à la date de l'inspection, trois extractions du suivi des stocks du locataire concerné par le stockage de produit dangereux. Ces suivis couvrent trois jours consécutifs précédant l'inspection.

L'analyse comparative des quantités stockées à ces trois dates a permis de constater que le suivi des stocks est désormais actualisé quotidiennement.

Au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : État des stocks simplifié

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes, du point 1.4 l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>« [...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite initiale en date du 21 juin 2024, l'Inspection avait constaté l'absence de l'état des matières stockées synthétique, afin de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que les outils informatiques des locataires permettent désormais de générer automatiquement, chaque fin de semaine, un courriel adressé à l'exploitant, contenant l'état des matières stockées propres à chacun. En conséquence, l'exploitant élabore et maintient à jour un état synthétique des stocks, destiné à l'information du public. Cet état synthétique a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Une analyse conjointe de ce document informatique avec l'exploitant a permis de constater que les informations vulgarisées sur les produits ou matières présents dans chaque cellule de stockage répondent aux dispositions de la prescription susvisée.</p> <p>L'exploitant a précisé, que cet état synthétique peut être généré à tout moment, les modalités d'accès à ces informations sont, par ailleurs, définies dans le plan de défense incendie du site.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant respecte les dispositions suivantes, du point 23 l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>«Plan de défense incendie»</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]</p>

*Le plan de défense incendie comprend :*

- [...]*
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;*
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement*
- [...]*
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 [...];*
- [...]*
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité [...]*
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;*

*[...]Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.*

#### **Constats :**

Lors de l'inspection initiale en date du 16 juin 2024, il avait été constaté l'incomplétude du Plan de Défense Incendie, notamment :

- les modalités d'accueil des services de défense incendie et de secours en périodes ouvrées et non-ouvrées,
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement,
- les éléments relatifs au plan des réseaux et de collecte du site,
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et le cas échéant l'attestation de conformité,
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage,
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours.

Afin de justifier la mise en conformité, l'exploitant a transmis, en date du 5 novembre 2024, la version actualisée de son Plan de Défense Incendie (PDI).

Lors du contrôle réalisé en salle, une analyse conjointe de ce document avec l'exploitant a permis de constater que ce document opérationnel intègre désormais l'ensemble des éléments exigés par la prescription susvisée.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé avoir adressé, par courrier recommandé avec accusé de réception, la version mise à jour du PDI au service de défense incendie de Colmar.

L'accusé de réception correspondant, daté du 31 octobre 2024, a été remis à l'Inspection, confirmant ainsi la bonne transmission de ce document au SDIS.

Dans le cadre de ce contrôle, l'Inspection s'est attachée à vérifier par échantillonnage, au sein de la cellule « Sodilog », la cohérence du plan relatif aux installations de désenfumage annexé au PDI et la situation réelle observée sur site. Il a ainsi été vérifié la bonne localisation des commandes des équipements de désenfumage.

Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure